

L'Union européenne et ses politiques en matière d'énergies renouvelables: les dessous d'un 'success story'

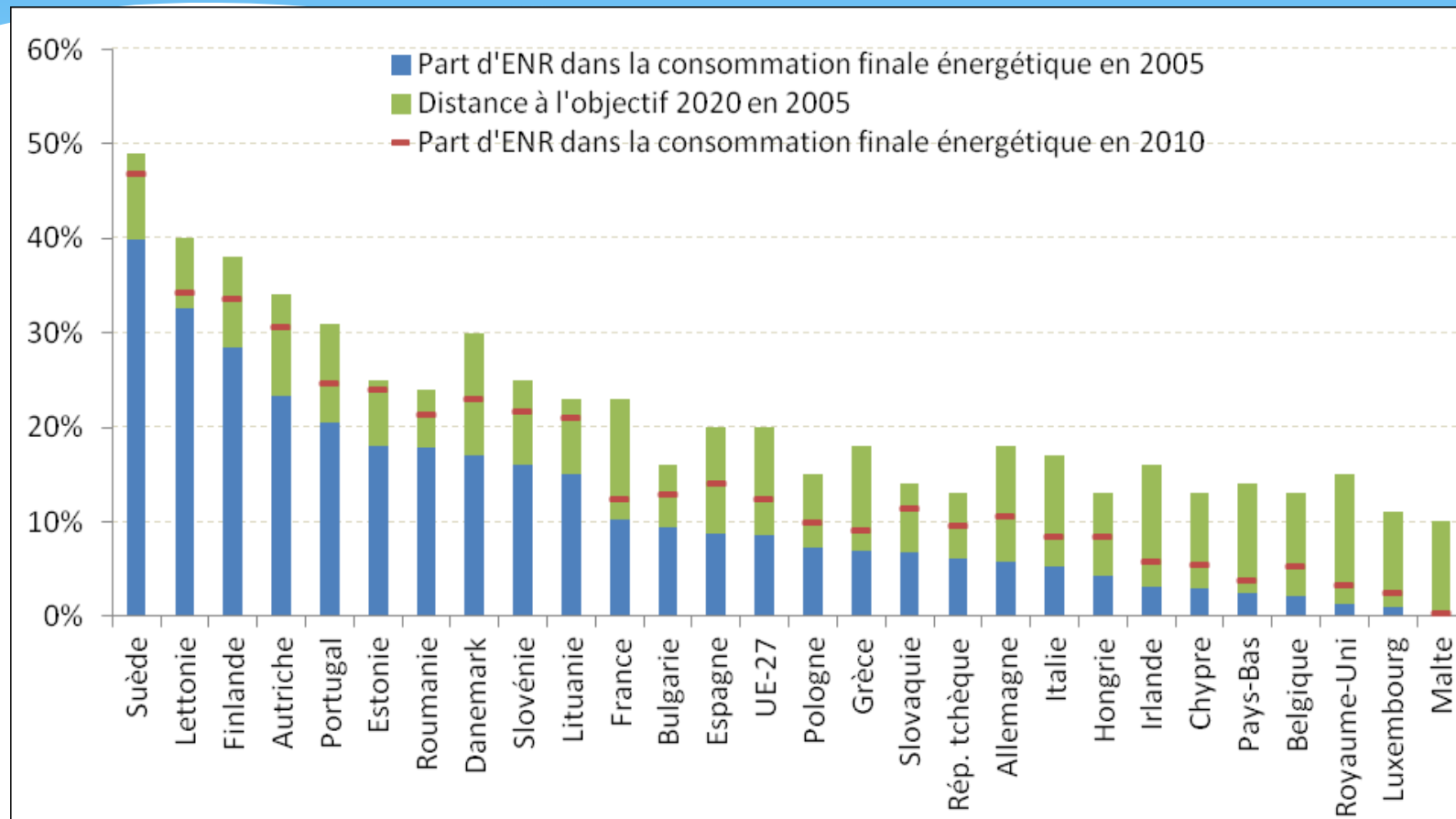
Joseph Szarka,
Université de Bath, Angleterre

Introduction

Le développement des énergies renouvelables en Europe depuis 20 ans est souvent considéré comme un 'success story'.

- *Une expansion de capacités rapide
- *Un développement technologique et industriel important
- *Une réponse (partielle) aux problématiques de la sécurité énergétique et du changement climatique
- *Des ambitions de grande envergure.

Les ambitions pour 2020



Source : Directive 2009/28/EC



Lebrija CSP plant will be ready for grid connection on 1 January 2011. (Picture courtesy of Siemens).



Spain's first commercial concentrating PS10 solar power tower is operating near the sunny southern Spanish city of Seville. The 11 MW solar power tower produces electricity with 624 large movable mirrors called heliostats.

Les ambitions pour 2050: trois feuilles de route

1. PriceWaterhouseCooper (2010) '100% renewable electricity - a roadmap to 2050 for Europe and North Africa'
2. European Renewable Energy Council (2010) 'Rethinking 2050: a 100% renewable energy vision for the European Union',
3. European Climate Foundation (2010) *Roadmap 2050 - A Practical Guide to a Prosperous, Low-Carbon Europe,*

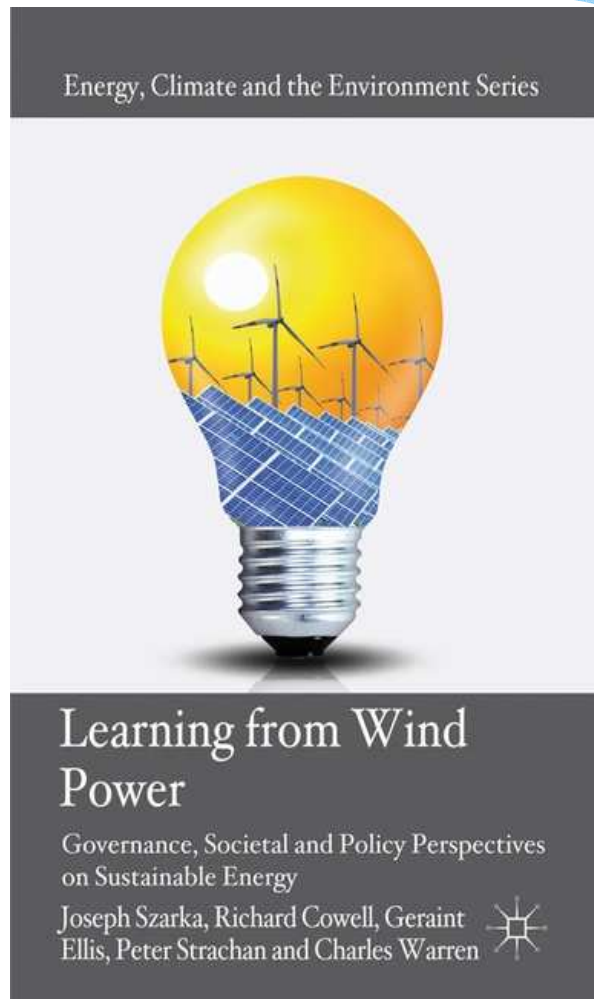
Thèmes-clé et structure

La question de la trajectoire de la politique énergétique de l'UE en matière de renouvelables, et sa conversion de politique interne en politique externe.

Mon analyse se déroulera en trois parties

1. ENR: Politiques publiques internes et apprentissage communautaire.
2. Recadrage: la politique énergétique externe de l'UE.
3. Les dessous d'un 'success story', ou les défaillances des deux modèles.

1. ENR: Politiques publiques internes et apprentissage communautaire



paru en mai 2012,
Palgrave Macmillan,

‘the laboratory of wind’

Sur ces bases - passer en revue quelques enseignements importants par rapport aux PP envers les ENR.

1. ENR: Politiques publiques internes et apprentissage communautaire

Comment encourager le développement des ENR au sein de l'UE?

Un système d'incitations économiques

Les principaux instruments de politique publique en direction des ENR:

- *appels à l'offre,
- *tarifs d'achat,
- *certificats échangeables

Questions d'efficacité, d'efficience et d'équité

Un cadre national et européen

Un phénomène de diffusion des connaissances

*Exemple: le secteur ENR-E et la directive 2001/77/EC

*Une concurrence entre tarifs d'achats et systèmes de certificats échangeables (SCE). Quatre moments forts :

1.1998-9: La Commission européenne hostile aux tarifs d'achat et veut harmoniser sur la base des SCE.

2.2001: La décision de la CEJ reconnaît la légitimité des tarifs d'achat, ce qui oblige la CE à revoir sa position. (La directive 2001/77/EC est 'indicative' et laisse les états-membres libres à choisir leurs PP).

3.2005: La CE reconnaît très publiquement la meilleure performance des tarifs d'achat – mais ne veut pas harmoniser sur la base des tarifs.

4.2007-8: La CE revient à sa position de 1998 en faveur de l'harmonisation sur la base des SCE, ce qui suscite l'opposition frontale, par ex. de l'Allemagne. En 2008 la CE renonce, mais sans se ranger du côté des partisans des tarifs.

Le paquet « énergie-climat »

Le paquet « énergie-climat » adopté en 2008 qui visait:

*la réduction de 20% du niveau des émissions de GES (par rapport à 2005);

***20% d'énergie renouvelable dans la consommation énergétique finale en 2020**

*la réduction de 20 % de la consommation énergétique primaire en 2020.

Ce paquet législatif a donné lieu en 2009 à:

***la directive 2009/28/CE sur la promotion des énergies renouvelables**

*la directive 2009/29/CE sur la révision de l'EU ETS,

*la décision 406/2009/CE sur la déclinaison des objectifs climatiques pour les Etats membres et les secteurs hors-ETS,

*la directive 2009/31/CE sur la mise en place d'un cadre pour la séquestration et le stockage du carbone

Conséquences

- * Une expansion importante en termes de capacité
- * Une plus grande sophistication des PP
- * Une connaissance plus fine des paramètres financiers (le 'juste prix')
- * Des éléments de transfert et de convergence entre les pays de l'EU qui signalent l'existence des effets d'apprentissage.

Mais :

- * Expérimentations et erreurs.
- * Des résistances et des choix au sein des Etats-membres difficiles à comprendre/justifier (par ex. le RU).
- * Une volonté d'intervention de la Commission finalement assez limitée (harmonisation inachevée).
- * Des questionnements sur la cohérence de la politique européenne énergétique.

Vers un changement de logique?

Des priorités en évolution, créant de l'incertitude.

A. Priorités en 2008, au moment du Paquet « énergie-climat »:

- * Combustibles fossiles et changement climatique
- * Contraintes qui découlent des engagements internationaux (Protocole de Kyoto)
- * Sécurité énergétique: dépendance externe en croissance (pétrole, gaz); donc augmenter la production intérieure (par le biais des ENR)

B. Le curseur se déplace récemment... l'accent est mis davantage sur:

* Les déséquilibres énergétiques internes:

'mix' énergétique

localisation de la production d'électricité

évolution des infrastructures: smart grids, supergrids

* Politique industrielle et promotion de la croissance 'verte'

innovation technologique, expansion économique, emplois, etc.

En période d'incertitude, on pose la question 'on va où'?

2. Recadrage: retour sur la politique énergétique externe de l'UE

Les PP envers les ENR n'évoluent pas en vase clos

– il importe de les situer dans le cadre de la politique énergétique tout court, et puis par rapport à son internationalisation.

Une politique de libéralisation des marchés communautaires de l'électricité et du gaz en cours depuis les années 1990.

*Années 2000: une volonté de transformer le modèle interne en modèle externe

***La gouvernance par le marché** comme moyen de réduire la puissance des grands groupes étrangers (surtout dans le secteur gazier).

2. Recadrage: retour sur la politique énergétique externe de l'UE

- * Un accent mis sur les rapports multilatéraux, et non pas les échanges bilatéraux.
- * Une tentative de développer des institutions et des partenariats pour encadrer les échanges

European Neighbourhood Policy

Energy Charter Treaty

Energy Community of SE Europe

Euro-Mediterranean Energy Partnership

2. Recadrage: retour sur la politique énergétique externe de l'UE

Cette politique rencontrera des limites:

- *Les intérêts nationaux, et les réflexes de souveraineté, reviennent au galop.
- *Une préférence pour les contrats bilatéraux (réglés au niveau national, plutôt qu'une approche coordonnée au niveau communautaire).
- *Une volonté de réduire les risques dans un contexte d'incertitude aggravée par la crise financière et économique.

3. Les dessous d'un 'success story', ou les défaillances des deux modèles

La difficulté d'exporter le modèle ENR 'interne'

*tarifs d'achats et systèmes de certificats échangeables suscitent peu d'intérêt dans le voisinage européen.

*contextes nationaux trop différents

entreprises du secteur énergétique nationalisées; prix réglementés, subventionnés, voire plafonnés;

l'idée de faire payer le consommateur pour l'innovation technologique ne fait pas partie des mœurs économiques;
des questions d'acceptabilité sociale plus larges.

3. Les dessous d'un 'success story', ou les défaillances des deux modèles

Les défaillances du modèle 'externe'

- *Son état de sous-développement
- *Une réticence envers la gouvernance par le marché (voire un refus) de la part des producteurs
- *Une prise en compte inadéquate de la distribution des risques
- *Est-ce que le marché, en tant que mécanisme de coordination, est capable d'assurer la transition énergétique vers des sources durables / renouvelables?

L'Union européenne et ses politiques en matière d'énergies renouvelables: les dessous d'un 'success story'

Conclusions

à la fois un 'success story' et des 'dessous'.

Vers une réinvention des PP en direction des ENR pour assurer leur développement international?

- 1) Le débat (un peu étriqué) sur les 'instruments' (tarifs d'achats vs. systèmes de certificats échangeables) s'est transformé en débat sur le cadre institutionnel.
- 2) Le débat sur la gouvernance par le marché s'achemine vers un débat sur les formes de régulation du marché.
- 3) L'internationalisation des PP énergétiques en matière des ENR, implique un bilatéralisme flexible.

Remarque descriptive, non pas prescriptive. Des expérimentations en cours...

Vers des études de cas... Vers d'autres papiers...